

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 26 JUIN 1928

Projet de Loi modifiant la loi du 30 juillet 1889 sur l'assistance judiciaire et la procédure gratuite.

(Voir les n^{os} 411 (session de 1922-1923), 119 (session de 1923-1924), 272, 285 (session de 1925-1926) et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 13 et 26 novembre 1924, 6 mai, 2 et 9 juin 1926; les n^{os} 15, 155 (session de 1922-1923), 148 (session de 1925-1926), 132 (session de 1926-1927), 91, 97, 124 (session de 1927-1928) et les Annales parlementaires du Sénat, séances des 19 juillet 1923 et 16 mai 1928.)

NOTE.

30 novembre 1922. — Dépôt, par M. le Ministre Masson, du projet de loi préparé par le Conseil de législation.

19 juillet 1923. — Adoption du projet par le Sénat, sur le rapport de M. Deswarte, au nom de la Commission de la Justice.

30 janvier 1924. — Rapport fait par M. Poncelet, à la Chambre des Représentants, au nom de la Commission permanente de la Justice et de la Législation civile et criminelle.

9 juillet 1926. — Adoption par la Chambre du projet amendé et renvoi de celui-ci au Sénat.

2 juin 1927. — 2^a Rapport fait, au nom de la Commission de la Justice du Sénat, par M. Deswarte.

Celle-ci accueille favorablement le projet avec la plupart des amendements votés par la Chambre, mais M. Deswarte en suggère plusieurs autres

qui sont approuvés, tant par la Commission que par le Sénat.

16 mai 1928. — Texte adopté par le Sénat au premier vote et renvoi de ce texte à la Commission de la Justice pour examen d'amendements nouveaux présentés, les uns sous la signature de MM. Ohn et Deswarte, les autres par M. Lebon.

Ces amendements sont reproduits ci-après :

I.

Amendements de M. Deswarte.

Art. 4. — Je sou mets à la Commission ce texte qui me paraît plus simple et plus serré :

« Le bénéfice de l'assistance peut être réclamé par les ressortissants des pays avec lesquels la Belgique a conclu un traité de réciprocité, et aussi par les personnes sans nationalité déterminée s'il existe un semblable traité avec le pays auquel elles ou leurs ascendants jusqu'au deuxième degré ont appartenu en dernier lieu. »

Art. 9. — Faut-il exiger la présence d'un greffier en titre, et ne suffirait-il pas de dire : « Les fonctions du greffier sont remplies par le greffier du tribunal ou son remplaçant. »

Même chose à l'article 11 et à l'article 13.

Art. 16. — Les mots : « sous les conditions de l'article 3 et » peuvent être supprimés.

Art. 17. — Je préférerais le texte suivant : « En matière répressive, sans préjudice, etc., tout prévenu indigent, même étranger, et la partie civilement responsable peuvent s'adresser au bureau de consultation gratuite, au président du tribunal, pour demander la désignation d'un défenseur.

» La partie civile peut demander le bénéfice de l'assistance judiciaire en s'adressant au juge saisi de la poursuite. »

Art. 18. — Dans les cas urgents, le président du siège où le juge de paix compétent peut, sur requête orale ou écrite, accorder le bénéfice de l'assistance judiciaire pour les actes et devoirs qu'il détermine.

Art. 19. — Le paragraphe 2 à libeller comme suit :

« Si le *pro deo* est demandé en cours d'instance, il peut être statué par la juridiction saisie. »

Ceci comporte qu'il reste facultatif de s'adresser soit au bureau de l'assistance judiciaire, soit au président du siège en cas d'urgence, soit au tribunal saisi.

Art. 20. — Biffer au dernier alinéa les mots : « par le bureau ».

Art. 21. — « Les affaires sont réparties entre les diverses sections d'un bureau de première instance suivant un règlement... »

Art. 22. — « Devant le tribunal de

première instance, l'impétrant s'adresse au bureau par requête en double signée par lui ou son mandataire, ou même oralement; en ce dernier cas, le greffier, etc... »

Ne faut-il pas autant de doubles que de parties?

Au deuxième alinéa, l'on ne voit pas la nécessité du qualificatif « spécial » après mandataire.

II.

Amendement de MM. Ohn et Deswarte.

Art. 14. — Dans les provinces de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale, d'Anvers et du Limbourg, ainsi que dans l'arrondissement de Louvain, les membres des bureaux de première instance doivent connaître le *français* et le *flamand*.

Dans l'arrondissement de Bruxelles, la même connaissance est exigée des membres de la moitié des sections du bureau de première instance.

Dans l'arrondissement de Verviers les membres d'une section du bureau de première instance doivent connaître le *français* et l'*allemand*.

Dans les bureaux d'appel, le conseiller et l'officier du ministère public doivent connaître le *français* et le *flamand*.

III.

Amendements de M. Lebon.

Art. 26. — A quoi bon le second paragraphe, les décisions n'ayant qu'un intérêt fiscal?

Art. 44. — Le deuxième alinéa semble confondre deux ordres d'idées et méconnaître l'adage : « *Res inter alios acta alius nec nocet nec prodest* ».

Art. 46. — « à compter de la date de

l'acte, s'il s'agit de droits liquidés en débet ».

Art. 48. — Faut-il parler des avocats?

Art. 49. — Lorsque les fins de l'exploit introductif sont autres ou plus amples que celles de la requête en obtention du *Pro Deo* ne suffit-il pas que le tribunal refuse de statuer *ultra petita* en déclarant la demande totalement ou partiellement *hic et nunc* irrecevable?

*
* *

Réglementairement, la Commission du Sénat aurait donc eu à désigner un nouveau rapporteur, et ensuite à se prononcer sur ces derniers amendements et à faire rapport.

Mais le projet de loi a déjà subi de si longs retards, — la procédure parlementaire remontant à 1922, et, d'autre part, l'intérêt que présente le projet est si considérable, que le Sénat a cru, la semaine dernière, pouvoir déroger aux prescriptions réglementaires en me chargeant de lui faire rapport, fût-ce au pied levé, à la séance de ce jour.

Mais à quelles conclusions s'arrêter?

Y a-t-il lieu de tenir ces amendements pour non-avenus et de voter le texte, tel que le Sénat l'a adopté au premier vote? Ne serait-ce pas manquer à la

mémoire de notre regretté collègue M. Deswarte que de rejeter purement et simplement les amendements dictés par le seul souci d'améliorer la loi et l'intérêt des plaideurs malheureux?

D'autre part, convient-il, dans une matière aussi spéciale, que le Sénat, sans étude suffisante en Commission, surcharge la loi d'un grand nombre de dispositions nouvelles dont il est impossible de peser chaque terme au cours d'une discussion en séance publique?

Dans cette alternative, nous avons pensé que le mieux, et le plus pratique, serait pour le Sénat de s'en tenir au texte déjà voté le 16 mai dernier et de laisser à la Chambre d'apprécier ultérieurement le mérite des amendements ci-dessus transcrits, d'en tenir compte ou non dans le texte définitif sur lequel elle sera appelée à statuer.

Aussi bien, entrerait-il dans les intentions de M. Deswarte, à notre connaissance, de se mettre en relation avec l'honorable M. Poncelet, rapporteur du projet à la Chambre, au sujet de ces remaniements éventuels et d'y procéder d'accord avec lui.

Pour être posthumes, cette collaboration et cet accord donneront sans doute encore un heureux résultat.

ALEX. BRAUN.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 26 JUNI 1928

Wetsontwerp tot wijziging der wet van 30 Juli 1889 betreffende den gerechtelijken bijstand en de toelating om kosteloos te procedeeeren.

(Zie de n^{rs} 411 (zitting 1922-1923), 119 (zitting 1923-1924), 272, 285 (zitting 1925-1926) en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 13 en 26 November 1924; 6 Mei, 2 en 9 Juni 1926; de n^{rs} 15, 155 (zitting 1922-1923), 148 (zitting 1925-1926), 132 (zitting 1926-1927), 91, 97, 124 (zitting 1927-1928) en de Handelingen van den Senaat, vergaderingen van 19 Juli 1923 en 16 Mei 1928)

NOTA.

30 November 1922. — Minister Masson legt ter tafel het wetsontwerp, voorbereid door den Raad voor Wetgeving.

19 Juli 1923. — De Senaat neemt het ontwerp aan, op verslag van den heer Deswarte uit naam der Commissie voor de Justitie.

30 Januari 1924. — Verslag in de Kamer der Volksvertegenwoordigers uitgebracht door den heer Poncelet uit naam der Commissie voor Justitie en voor Wetgeving in burgerlijke- en strafzaken.

9 Juli 1926. — De Kamer keurt het geamendeerde ontwerp goed en stuurt het terug naar den Senaat.

2 Juni 1927. — Tweede verslag uit naam der Commissie voor de Justitie van den Senaat uitgebracht door den heer Deswarte.

De Commissie keurt het ontwerp goed,

samen met de meeste amendementen door de Kamer gestemd. De heer Deswarte stelt echter verscheidene nieuwe amendementen voor, die zoowel door de Commissie als door den Senaat worden goedgekeurd.

16 Mei 1928. — Tekst door den Senaat bij eerste lezing aangenomen en verwijzing van dezen tekst naar de Commissie voor Justitie, met het oog op het onderzoek van nieuwe amendementen, waarvan de eene werden ingediend door de heeren Ohn en Deswarte, en de andere door den heer Lebon.

Hier volgen deze amendementen :

I.

Amendementen van den heer Deswarte.

Art. 4. — Ik leg aan de Commissie den volgenden tekst voor, die mij eenvoudiger en bondiger lijkt :

« Het voordeel van den gerechtelijken bijstand kan worden gevorderd door

de onderdanen der landen, waarmede België een verdrag van wederkeerigheid heeft gesloten, en door de personen zonder bepaalde nationaliteit, indien er een soortgelijk verdrag bestaat met het land, waartoe die personen of hunne bloedverwanten in de opgaande linie tot den tweeden graad laatst hebben behoord. »

Art. 9. — Is de tegenwoordigheid van den griffier titularis wel noodig en zou het niet volstaan te zeggen : « Het griffiersambt wordt waargenomen door den griffier van de rechtbank of door zijn plaatsvervanger. »

Hetzelfde geldt voor artikel 11 en artikel 13.

Art. 16. — De woorden : « onder de bij artikel 3 voorziene voorwaarden » kunnen wegvallen.

Art. 17. — Ik geef de voorkeur aan den volgenden tekst : « In strafzaken onverminderd, enz. kunnen elke behoeftige beklaagde, zelfs indien hij vreemdeling is, en de burgerlijk aansprakelijke partij, zich tot den voorzitter van het bureel voor kosteloze raadpleging wenden, om de aanduiding van een verdediger te verzoeken.

» De burgerlijke partij kan het voordeel van den gerechtelijken bijstand vorderen, mits zij zich wendt tot den rechter die kennis neemt van de vervolgung. »

Art. 18. — In spoedeisende gevallen kan de voorzitter der rechtbank of de vrederechter, op mondeling of schriftelijk verzoek, het voordeel van den bijstand verleen en voor de handelingen en bemoeiingen welke hij nader bepaalt.

Art. 19. — De tweede paragraaf te doen luiden :

« Indien het *Pro Deo* hangende het geding wordt gevorderd, wordt er uitspraak gedaan door het rechtscollege dat daarvan kennis neemt. »

Dit brengt mede dat men zich naar keuze kan wenden tot het bureel voor gerechtelijken bijstand, of tot den voorzitter der rechtbank in spoedeisende gevallen, of tot de rechtbank die van de zaak kennis neemt.

Art. 20. — In het laatste lid de woorden : « of door het bureel » te doen wegvallen.

Art. 21. — De zaken worden verdeeld over de verschillende afdeelingen van een bureel in eersten aanleg volgens... enz.

Art. 22. — Voor de rechtbank van eersten aanleg wendt de verzoeker zich tot het bureel bij verzoekschrift in dubbel afschrift, ondertekend door hem of door zijn lasthebber, of zelfs mondeling; in dit geval moet de griffier enz... »

Zouden 'er niet evenveel afschriften moeten zijn als partijen ?

In het tweede lid ziet men niet in waarom het woord « bijzonderen » aan lasthebber werd toegevoegd.

II.

Amendement

van de heeren Ohn en Deswarte.

—

Art. 14. — In de provinciën Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen, Antwerpen en Limburg, evenals in het arrondissement Leuven, moeten de leden van de bureelen Fransch en Vlaamsch kennen.

In het arrondissement Brussel is dit ook vereischt voor de leden van de helft der afdeelingen van het bureel in eersten aanleg.

In het arrondissement Verviers moeten de leden eener afdeeling van het bureel in eersten aanleg Fransch en Duitsch kennen.

In de bureelen in hooger beroep moeten de raadsheer en de ambtenaar van

het openbaar ministerie Fransch en Vlaamsch kennen.

III.

Amendementen van den heer Lebon.

Art. 26. — Waartoe dient de tweede paragraaf vermits de beslissingen alleen fiscaal belang hebben?

Art. 44. — Het tweede lid schijnt twee zaken te verwarren en de spreuk te miskennen : « *Res inter alios acta, aliis nec nocet nec prodest* ».

Art. 46. — « met ingang van den datum der akte als het in debet vereffende rechten geldt. »

Art. 48. — Moet men van de advocaten spreken ?

Art. 49. — Wanneer de gronden van het exploit van rechtsingang andere of wijdere zijn dan die van het verzoekschrift om gerechtelijken bijstand, volstaat het dan niet dat de rechtbank weigere uitspraak te doen *ultra petita* met de aanvraag geheel of gedeeltelijk *hic et nunc* niet ontvankelijk te verklaren ?

* * *

Volgens het reglement had de Senaatscommissie een nieuwen verslaggever moeten aanduiden, vervolgens uitspraak doen over deze laatste amendementen en verslag uitbrengen.

Doch het wetsontwerp werd reeds herhaaldelijk op de lange baan geschoven, — daar het ontwerp reeds in 1922 bij het Parlement werd ingediend, — en anderdeels is het zoo belangrijk dat de Senaat verleden week heeft geoordeeld van de voorschriften van het reglement te mogen afwijken met mij te belasten ter vergadering van heden verslag uit te brengen, al ware het op stel en sprong.

Doch bij welke besluiten blijven stilstaan ?

Dienen deze amendementen beschouwd als niet-bestaande en hoeft de tekst goedgekeurd zooals de Senaat hem bij eerste lezing heeft aangenomen ? Ware het niet in eerbied te kort schieten aan de nagedachtenis van onzen betreurden collega, den heer Deswarte, de amendementen eenvoudig weg te verwerpen, die werden ingegeven door de uitsluitende bezorgdheid de wet te verbeteren en het belang der onvermogene pleiters te verdedigen ?

Past het anderdeels, in een vraagstuk van zoo bijzondere aard, dat de Senaat zonder voldoende onderzoek in de Commissie, de wet overlaste met een groot aantal nieuwe bepalingen, waarvan ieder woord, in den loop eener bespreking in openbare vergadering, onmogelijk kan worden gewikt en gewogen ?

Tegenover dit dilemma hebben wij geoordeeld dat het voor den Senaat beter en practischer ware zich te houden bij den op 16 Mei jl. gestemden tekst en aan de Kamer de zorg over te laten verder uitspraak te doen over hoogervermelde amendementen en daarmee al dan niet rekening te houden in den definitieven tekst, waarover zij zal moeten stemmen.

Ook lag het in de bedoelingen van den heer Deswarte, zooals ons bekend is, zich in betrekking te stellen met den geachten heer Poncelet, verslaggever van het ontwerp in de Kamer, aangaande deze mogelijke wijzigingen en dezelve in overleg met hem in het ontwerp te lassen.

Al is de heer Deswarte niet meer daar, toch hopen wij dat deze samenwerking en dit overleg stellig nog een gelukkigen uitslag zullen opleveren.

ALEX. BRAUN.